

■ A Cahors, Toulouse, Tarbes, Limoux, leurs ateliers et leurs usines ont fermé

# Ils racontent leurs lendemains de plan social

## PHILIPPE : « NE RIEN LÂCHER »

« C'est vrai que le contexte de Toulouse et nos qualifications ont compté. Mais on y est arrivé car on n'a rien lâché. Voilà la leçon dans un

plan social : suivre les dossiers tous les jours, mettre la pression sur les pouvoirs publics, sur l'ancien employeur » dit Philippe Moitry, ancien de la papeterie Job à Toulouse. Il était permanent à la cellule de reclassement de cette fabrique de papier couché quasi-centenaire qui a essuyé en 1995 et 2000 deux plans sociaux, émaillés de péripéties judiciaires. Une première charrette de 160 salariés, une seconde de 144. Les « Job » ont créé une association pour peser dans la cellule de reclassement. Philippe Moitry fait les comptes : « Plus que trente-sept à caser. Il me reste 23 promesses dans les collectivités ». Les « Job » sont partis avec des primes, des formations payées ou des préretraites à 53 ans financées par la vente des machines-outils et des terrains de l'entreprise. Brancardiers à l'hôpital, grutier au métro, magasinier dans une centrale du bricolage, pompier

professionnel, tourneurs fraiseurs chez un métallier, une quarantaine dans les mairies et au conseil général... Les anciens papetiers font tous les métiers : « Un seul a trouvé dans l'aéronautique alors qu'on nous bassinait avec cette activité ».



LA DEPECHE  
DU MIDI

## LES PLANS SOCIAUX DANS LA REGION

	Année du plan	Effectif concerné	Pré-retraites	Ont retrouvé un emploi	Interim ou chômage	Formation en vue d'emploi
<b>PECHINEY</b> Marignac	2001	186	56	84	30	16
<b>CARPENTER</b> Caussade	2000	44	3	4	31	6
<b>JOB</b> Toulouse	1995 2000	304	121	146	37	
<b>GIAT</b> Tarbes	1990, 95, 98 et 2000	2373	1736	551	0	86
<b>MYRYS</b> Limoux	2000	187	7	15	145	20
<b>VALEO</b> Cahors	2001	306	11	151	69	24